

Questions orales

LA TAILLE DU DÉFICIT—LES RÉPERCUSSIONS SUR LA POLITIQUE

L'hon. Michael Wilson (Etobicoke-Centre): Monsieur le Président, le ministre a laissé entendre dans sa réponse qu'il n'avait pas le choix. Il n'a aucune indépendance d'action.

Si le déficit au Canada était beaucoup moins élevé qu'il ne l'est maintenant, le ministre aurait-il davantage de souplesse et d'indépendance d'action? Autrement dit, les taux d'intérêt seraient-ils plus faibles qu'ils ne le sont maintenant et le ministre pourrait-il décider soit de réduire les impôts, soit d'affecter des montants précis à des programmes visant à aider ceux qui sont touchés par des taux d'intérêt élevés? Aurait-il alors une plus grande souplesse?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, je n'ai aucune difficulté à répondre à l'honorable député et à lui répondre non à sa question. Il n'y a rien qui laisse présager que si nous avons un déficit plus bas que celui que nous avons à l'heure actuelle, les taux d'intérêt seraient plus bas, et cela pour la bonne raison, encore une fois, que nos taux d'intérêt sont extrêmement reliés à ceux qui existent aux États-Unis. Et, encore une fois, il faut garder des taux d'intérêt concurrentiels si nous voulons garder l'investissement et l'argent au Canada. Ceci n'a rien à voir avec le niveau du déficit actuel au Canada. L'honorable député sait qu'en dépit du déficit que nous avons à l'heure actuelle il n'y a pas de pressions sur les marchés à l'intérieur du Canada, comme le gouverneur de la Banque du Canada l'a indiqué; il n'y a pas de raisons domestiques qui justifient ou qui poussent vers une augmentation des taux d'intérêt. Les raisons, à l'heure actuelle, nous viennent de l'extérieur, particulièrement de ce qui se passe aux États-Unis.

• (1425)

[Traduction]

LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT EN MATIÈRE DE TAUX D'INTÉRÊT

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances et porte sur le même sujet que la question précédente. Il y a quelques instants, le ministre a encore lié la croissance de l'économie canadienne à sa politique de taux d'intérêt élevés. C'est le même argument que le gouvernement invoquait il y a quelques années pour justifier la même politique. Le résultat n'avait pas été la croissance économique, mais bien un nombre record de faillites commerciales, un nombre record de Canadiens qui perdaient leur maison, et le plus lourd endettement que les agriculteurs canadiens aient connu depuis la grande crise. Voilà le genre de croissance que nous a apporté cette politique des taux d'intérêt élevés.

Étant donné que cette politique favorable à la hausse des taux d'intérêt, qui a été inaugurée il n'y a pas si longtemps, a donné tous ces résultats négatifs au cours des dernières années, qu'est-ce qui incite le ministre à croire que les choses seront différentes aujourd'hui? Pourquoi s'imagine-t-il que les choses s'amélioreront au lieu d'empirer? Tous les Canadiens, à l'exception du ministre, savent parfaitement que ce ne sera pas le cas.

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, le gouvernement n'a pas une politique de taux

d'intérêt élevés, le gouvernement a une politique qui vise à ce que les taux d'intérêt soient le plus bas possible au Canada. D'ailleurs, j'en veux pour preuve que durant les deux dernières années nous avons réussi à éliminer l'écart qui existait entre les taux d'intérêt au Canada et ceux des États-Unis. L'honorable député se rappelle qu'il y a eu un écart allant jusqu'à 5 p. 100 et que les taux d'intérêt étaient de 4 à 5 p. 100 plus élevés au Canada qu'aux États-Unis. Nous avons réussi à éliminer cet écart. Nous avons réussi à réduire considérablement les taux d'intérêt au Canada, mais il y a une chose importante que mon collègue saura sûrement admettre, c'est que si, au Canada, nous avons des taux d'intérêt inférieurs aux taux américains, encore une fois, même les partisans les plus féroces du Nouveau parti démocratique seront les premiers à déménager leurs fonds aux États-Unis où ils pourront toucher des revenus plus élevés, grâce à un rendement plus élevé de leurs placements. Nous sommes dans une situation où nous devons demeurer concurrentiels par rapport au marché américain, qu'il s'agisse du marché de la monnaie ou d'autres marchés. Et c'est là la politique du gouvernement; notre politique ne vise pas à avoir des taux d'intérêt élevés, notre politique vise à réduire l'inflation, à augmenter la croissance, à réduire le chômage et à avoir les taux d'intérêt les plus bas possibles, tenant compte de notre réalité nord-américaine.

[Traduction]

LES RÉPERCUSSIONS DES TAUX D'INTÉRÊT ÉLEVÉS POUR LES AGRICULTEURS

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, la réalité est tout autre. Le ministre a dit lui-même, il y a à peine plus d'une semaine, que si nous laissons notre dollar flotter à un niveau plus réaliste, au lieu d'imposer aux Canadiens des taux d'intérêt élevés qui sont au-dessus de leurs moyens, le nombre d'emplois augmenterait au Canada grâce à l'augmentation de nos exportations. Voilà la réalité.

En plus des répercussions sur l'emploi, il convient de signaler que, au cours des dernières semaines, à cause de la politique des taux d'intérêt élevés appliquée par le gouvernement, l'agriculteur moyen au Canada a dû subir des augmentations de coûts de l'ordre de \$3,000. Cette augmentation des coûts assumée par l'agriculteur se traduira par des profits accrus pour les banques. Pourquoi le gouvernement continue-t-il de préconiser une politique des taux d'intérêt élevés qui garantit des profits accrus aux banques et entraîne un plus grand nombre de faillites chez les agriculteurs canadiens?

[Français]

L'hon. Marc Lalonde (ministre des Finances): Monsieur le Président, il est un peu difficile de répondre à la question de l'honorable député parce que ce dernier part d'une fausse prémisse, et cette fausse prémisse, c'est que le gouvernement a une politique de taux d'intérêt élevés. J'ai pris quelques minutes, en réponse à sa première question, pour lui expliquer que telle n'était pas la politique du gouvernement; loin de là. Notre politique canadienne, c'est d'avoir les taux d'intérêt le plus bas possible au Canada. Mais nous sommes intéressés aussi à ce qu'il y ait une certaine stabilité dans les prix, dans l'économie canadienne, et à ce que nous n'ayons pas de résurgence de l'inflation comme celle que nous avons connue au début des années 1980 et qui nous a amenés à la récession que nous avons connue.